

extérieures. Elle découle d'une déclaration faite hier par M. McCloskey, l'attaché de presse de la Maison-Blanche, déclaration qui a certainement été signalée au ministre. La Commission internationale de contrôle, où le Canada a un représentant, a-t-elle été requise, au cours des six derniers mois, d'enquêter sur les allégations d'après lesquelles il y aurait des infiltrations massives en provenance du Vietnam du Nord sur le territoire du Laos, et dans ce cas, quels ont été les résultats de cette enquête?

**L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais considérer cette question comme un préavis.

### LE COMMERCE EXTÉRIEUR

#### LE BLÉ—LES EFFORTS DE VENTE

**M. G. W. Baldwin (Peace River):** Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre suppléant de l'Industrie et du Commerce. A-t-on signalé au ministre l'importante vente de blé, d'une valeur de 137 millions de dollars, effectuée par l'Australie à la Chine? Le gouvernement va-t-il maintenant persuader la Commission canadienne du blé de renouveler ses efforts en vue d'effectuer d'autres ventes à la Chine et à d'autres pays, et annoncera-t-il, avec l'aide des propositions constructives émanant de ce côté-ci de la Chambre, que les problèmes de stockage et de transport seront certes résolus?

#### LA RESTRUCTURATION DE LA POLITIQUE DES CÉRÉALES

**M. A. P. Gleave (Saskatoon-Biggar):** Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au premier ministre. Le ministre de l'Agriculture a déclaré à Québec qu'on a nommé un président du Conseil national des grains. Cette initiative signifie-t-elle une restructuration de la politique gouvernementale au sujet de la vente des céréales de l'Ouest du Canada?

**Le très hon. P.-E. Trudeau (premier ministre):** Non, monsieur l'Orateur, le Conseil national des grains est un organisme dont nous avons beaucoup parlé pendant les élections. Or, nous ne faisons par là que tenir notre promesse.

**M. Gleave:** Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le gouvernement voudrait-il renseigner bientôt la Chambre sur le mandat et le financement de ce conseil?

**Le très hon. M. Trudeau:** Oui, monsieur l'Orateur. Je crois que le ministre de l'Agriculture désire rendre publics certains renseignements à ce sujet.

### LA SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE CINÉMATOGRAPHIQUE

**M. MICHAEL SPENCER—LE DROIT DU PARLEMENT AUX RENSEIGNEMENTS**

**M. R. Gordon L. Fairweather (Fundy-Royal):** Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au secrétaire d'État. Est-il au courant de la position de Michael Spencer, secrétaire exécutif de la Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne, selon laquelle le Parlement n'est pas censé être informé de la manière dont cet organisme dépense ses fonds? En outre, ma question qui figure au n° 1188 du *Feuilleton* fera-t-elle l'objet d'une réponse en temps utile?

**M. l'Orateur:** A l'ordre. Le secrétaire d'État pourrait peut-être répondre à la deuxième question.

**L'hon. Gérard Pelletier (secrétaire d'État):** On y répondra certainement en temps utile, monsieur l'Orateur.

[Français]

### LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LES NÉGOCIATIONS ENTRE LA FRANCE ET LE QUÉBEC AU SUJET DES SATELLITES

**M. Gilbert Rondeau (Shefford):** Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable secrétaire d'État aux Affaires extérieures.

Peut-il nous dire s'il est au courant des ententes que le gouvernement français a conclues avec le gouvernement du Québec relativement au satellite Symphonie et, dans l'affirmative, pourrait-il nous dire s'il les a approuvées?

[Traduction]

**L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Monsieur l'Orateur, on a posé une question semblable lors de notre dernière séance. J'ai déclaré qu'on nous avait fourni les copies des lettres échangées entre le gouvernement du Québec et celui de la France. Le ministère est en train de les étudier et je pense que je ferai une déclaration ou que je répondrai aux questions quand on aura terminé cette étude.

[Français]

[Plus tard]

**M. Roch La Salle (Joliette):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au très honorable premier ministre.

Étant donné les difficultés qui semblent se présenter à propos du projet de satellite, j'aimerais demander au très honorable premier ministre s'il serait en faveur d'une entente tripartite entre Québec, Ottawa et la France, relativement à la réalisation de ce projet.